



Appel du 12^{ème} congrès fédéral : Uni.e.s pour nos retraites, uni.e.s pour nos services publics, uni.e.s pour gagner !

Les 400 délégué.e.s réunis en congrès à Montpellier, représentant les 2 000 syndicats de la Fédération des Services publics, lancent un appel à la mobilisation générale de leurs collègues, mobilisation contre la régression sociale que tentent d'imposer Macron et son gouvernement, mobilisation pour notre avenir et celui de nos enfants.

Notre congrès se situe dans un contexte international de régressions sociales : partout les logiques capitalistes, les agressions impérialistes, la progression des fascistes représentent une menace contre la démocratie et la paix. Notre congrès salue les révoltes courageuses de nombreux peuples dans le monde qui se lèvent et rejettent les régimes corrompus, répressifs, qui les maintiennent dans une camisole sans aucune perspective d'avenir, en leur opposant la violence, la répression et la manipulation.

La lutte des classes est bien réelle ! Les richesses produites par celles/ceux qui travaillent sont de plus en plus spoliées par une minorité d'ultra riches dont le gouvernement est au service exclusif. Toutes les mesures, lois gouvernementales visent à remettre en cause les principales conquêtes sociales gagnées par des décennies de luttes dont les divers régimes de retraite notamment la CNRACL et le régime général.

La violence sociale exercée par le gouvernement et de trop nombreux élu.e.s locaux se généralise. Ces derniers cherchent à opposer les plus vulnérables aux bénéficiaires de droits, droits qu'ils s'attachent à détruire.

Dans notre champ fédéral, la violence c'est la mise en œuvre de la loi ELAN (logement) et de la loi de transformation de la fonction publique : plus de précarité, attaque contre les IRP, aggravation de la condition des femmes, remise en cause du droit de grève, attaques de nos garanties statutaires...

La violence managériale provoque aussi des ravages, y compris parmi le personnel d'encadrement.

Les délégué.e.s du congrès confirment l'engagement de la fédération des services publics dans la préparation du mouvement de grève national interprofessionnel et unitaire à partir du 5 décembre. Ce mouvement est porté par l'ensemble du monde du travail : déjà de très nombreuses assemblées générales, heures d'information syndicales ont été organisées pour débattre, discuter, convaincre et préparer la grève. Dans certaines d'entre elles, le blocage de l'économie est souvent envisagé, la grève a été votée, dès le 5 ainsi que le principe de sa poursuite jusqu'à la satisfaction complète des revendications : abrogation de la loi de la transformation de la fonction publique et le retrait du projet de réforme des retraites par points. Nous appelons donc à généraliser des assemblées générales de ce type, partout, pour que les salarié.e.s puissent décider de la grève et de sa poursuite. Comme l'a affirmé l'appel du Comité confédéral national de la CGT, *"La convergence des mobilisations sociales est une nécessité pour gagner sur les revendications. Elle doit se faire avec toutes les organisations syndicales qui portent cette même aspiration ainsi qu'avec l'ensemble des forces politiques de progrès, le monde associatif et les mouvements citoyens, à l'instar de l'appel à la convergence des Gilets Jaunes dans leur déclaration du 3 novembre dernier."*

En France, 80% de la population utilise des services publics tous les jours. De quoi exciter l'appétit des grands groupes financiers qui ne cherchent qu'à réaliser des profits. Nous ne les laisserons pas faire. Les services publics sont notre bien commun. Que la grève qui se prépare à compter du 5 décembre nous permette de reconquérir nos droits et d'en conquérir de nouveaux. **Salarié.e.s de l'eau, du logement social, de la thanatologie, fonctionnaires, agent.e.s publics, contractuel.le.s, usager.e.s entrons en résistance.**

À Montpellier, le 21 novembre 2019